

ROWLANDS, Ian H. and GREENE, Malory (Ed.). *Global Environmental Change and International Relations*. Houndmills (Engl.), Macmillan Academic and Professional Ltd., 1992, 216 p.

Jacques Fontanel

Volume 24, numéro 2, 1993

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/703179ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/703179ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Fontanel, J. (1993). Compte rendu de [ROWLANDS, Ian H. and GREENE, Malory (Ed.). *Global Environmental Change and International Relations*. Houndmills (Engl.), Macmillan Academic and Professional Ltd., 1992, 216 p.] *Études internationales*, 24(2), 440–442. <https://doi.org/10.7202/703179ar>

souveraineté est tantôt appelé à disparaître éventuellement, tantôt il subsisterait mais sous de nouvelles formes. Il y a donc ici une problématique, sur la question de souveraineté, que ce court examen spéculatif n'a pas résolu. Il eût été intéressant de considérer si l'ONU pourrait justement construire sa propre souveraineté; les circonstances historiques qui permettraient l'émergence d'une organisation mondiale poursuivant des objectifs indépendants; les tendances et les personnalités politiques qui la dirigeraient; sa base politique et matérielle et la manière dont elle assurerait sa viabilité physique.

Ce n'est là qu'une des questions primordiales, parmi tant d'autres, de la vaste problématique de la réforme de l'ONU. Le mérite de Rosenau aura été une fois de plus de les soulever et proposer des hypothèses de solution.

Onnig BEYLERIAN

Département de science politique
Université du Québec à Montréal

ROWLANDS, Ian H. and GREENE, Malory (Ed.). *Global Environmental Change and International Relations*. Houndmills (Engl.), Macmillan Academic and Professional Ltd., 1992, 216 p.

Les problèmes de l'environnement ne sont pas nouveaux. Notamment, les problèmes de l'exploitation des ressources stratégiques naturelles ont depuis longtemps été intégrés dans les réflexions stratégiques et économiques des États. Le Club de Rome a renouvelé les vieilles craintes sur la rareté et la dégradation de l'environnement. Cependant, jus-

qu'à une période récente, les conclusions environnementales concernaient principalement les milieux locaux, voire nationaux, mais rarement internationaux. Depuis 1980, les conséquences écologiques néfastes des décisions humaines ont été clairement mises en évidence, d'abord avec la découverte d'un trou dans la couche d'ozone au-dessus de l'Antarctique et avec l'étude du panel intergouvernemental du changement des climats sur l'effet de serre provoqué par la concentration des gaz dans l'atmosphère. Ces changements dans l'équilibre naturel de la Terre ont eu un impact certain sur les esprits et la volonté de lutte contre les pollutions. En outre, l'effet Tchernobyl et la déforestation de l'Amazonie ont souligné l'utilité d'une coopération mondiale en matière d'environnement, incluant tous les États et l'ensemble de la communauté internationale.

Oran Young propose une réflexion théorique des relations internationales appliquées aux problèmes de l'environnement global. Il identifie cinq thèmes de recherche concernant les régimes environnementaux selon plusieurs types d'approche: contextuelle, structurelle, cognitive, inégalitaire ou égoïste. Les sujets internationaux doivent être élargis aux analyses Nord-Sud, au rôle des acteurs non étatiques et aux relations entre les institutions et les organisations.

Ian Rowlands fait une analyse historique de la question du trou dans la couche d'ozone et il présente à la fois des considérations scientifiques sur cette question et une description de l'activité internationale engagée par les États et les organisations dans ce domaine.

Peter Haas examine le rôle des réseaux internationaux de connaissance, aux pouvoirs importants et à la motivation fondée sur des principes clairs et des croyances fortes. Il considère que ces communautés peuvent agir pour protéger la couche d'ozone, mais les accords internationaux ne seront probablement pas conclus par les processus qu'ils engagent. Leur utilité n'est pourtant pas discutable dans la lutte contre la dégradation de l'environnement.

David Pearce analyse toujours la couche d'ozone sous l'angle de la politique économique internationale. Il parle d'un capital naturel constant qu'il convient de protéger et il propose des solutions pour combattre les causes qui provoquent les changements climatiques globaux. Il reconnaît trois types d'action : les mesures de commande et de contrôle, les taxes contre la pollution et les actifs de pollution vendus sur un marché. Il considère que la dernière possibilité est la plus encourageante.

Craig ZumBrunnen étudie la question de l'environnement dans les pays de l'Europe de l'Est. La situation est assez préoccupante, mais il affirme que la libéralisation de l'économie devrait permettre une réduction progressive des effets néfastes de la diffusion des pollutions.

Glen Plant se préoccupe des institutions internationales, intergouvernementales ou non gouvernementales qui jouent un rôle fondamental dans le débat sur le réchauffement de l'atmosphère et les rôles possibles qu'elles pourraient jouer dans l'avenir. Il souhaite un renforcement des statuts et un rôle accru du Programme des Nations Unies pour l'En-

vironnement, dans le cadre d'une rationalisation de ses relations avec les Nations Unies.

Kilaparti Ramakrishna introduit l'environnement dans les relations souvent conflictuelles entre le Nord et le Sud. Il considère que ni la loi internationale sur la mer, ni les accords contre la dégradation de la couche d'ozone ne peuvent servir de base à une loi sur l'atmosphère. Les pays en voie de développement doivent participer activement à ces accords et recevoir pour ce faire une aide financière, technologique et économique substantielle.

Enfin, Daniel Deudney réfléchit au nouveau débat sur les relations entre l'environnement et les concepts de sécurité. Il considère qu'il s'agit d'une erreur de considérer la dégradation de l'environnement comme une menace à la sécurité nationale, d'autant qu'elle n'est pas susceptible actuellement de provoquer un conflit entre les États.

Les articles sont intéressants et généralement bien documentés. Notons cependant que trois assertions mériteraient de plus longs ou de meilleurs développements pour emporter l'adhésion. D'abord, ce qui est vrai pour la couche d'ozone ou l'effet de serre ne l'est pas toujours pour l'ensemble des questions de l'environnement. Même si la compétition internationale oblige les entreprises des économies de marché à diminuer leurs coûts et donc à se localiser dans les régions qui ne protègent pas leur environnement, celui-ci n'a pas toujours une dimension mondiale, notamment le bruit ou les odeurs.

L'idée selon laquelle la sécurité nationale n'est pas directement concernée par l'environnement est probablement une idée confirmée par l'histoire récente. Mais elle ne nous paraît plus d'actualité, si l'on veut bien considérer que des États pourront, dans les années à venir, justifier une action militaire par la pollution qu'ils supportent en provenance d'un pays limitrophe.

Ensuite, la croyance au bon fonctionnement des marchés laisse le lecteur parfois insatisfait. Chacun sait que les marchés créent souvent des inégalités graves, et leur fonctionnement conduit parfois à des effets pervers dont les conséquences sur l'environnement peuvent être irrémediables.

Il n'y a certainement pas une seule solution possible pour lutter contre la dégradation de l'environnement. Un comportement très empirique et une réelle volonté internationale d'aboutir à une véritable réduction des pollutions constituent en fait les deux premières conditions essentielles aux problèmes fondamentaux de l'environnement dans le monde contemporain.

Jacques FONTANEL

Faculté de droit et des sciences économiques
Université Pierre Mendès France
Grenoble

AFRIQUE

GRUNDY, Kenneth W. *South Africa: Domestic Crisis and Global Challenge*. Boulder (Co.), Westview Press, Coll. «Dilemmas in World Politics», 1991, 191 p.

«Pourquoi l'Afrique du Sud?» C'est sur cette question que s'ouvre le livre de Kenneth Grundy. Auteur de deux précédents ouvrages sur la question militaire en Afrique du Sud, Grundy propose ici de faire la lumière sur ce qui singularise le régime d'Apartheid et ce qui en a fait le point de mire de l'actualité internationale ces dernières années. Pour ce faire, l'auteur entreprend d'examiner l'Apartheid dans son contexte historique tout en insistant sur la dimension internationale du phénomène.

Bien que la question de départ soit prometteuse, il apparaît assez tôt que ce n'est là que prétexte à une introduction très générale du cas sud-africain. Plutôt que d'examiner les motifs et mécanismes de la marginalisation internationale de l'Afrique du Sud – ce que semblait annoncer, en fait, la question de départ – Grundy ne fait ici que se livrer à un inventaire passablement émoussé des contradictions économiques et politiques de l'Apartheid. À la question «Pourquoi l'Afrique du Sud?», l'auteur n'apporte aucune réponse qui aille au-delà des conventions reçues sur le thème. Le lecteur qui se serait attendu à une étude comparative du régime sud-africain devra bien s'armer encore un peu de patience.

L'ouvrage présente tout de même un certain intérêt pour qui cherche à se familiariser avec les données élémentaires de la question sud-africaine. Destiné à un public étudiant, le livre passe en revue quelques-unes des grandes questions qui ont propulsé l'Afrique du Sud